



HAL
open science

Enjeux et résultats de la COP 26 sur le climat

Marion Lemoine-Schonne

► **To cite this version:**

| Marion Lemoine-Schonne. Enjeux et résultats de la COP 26 sur le climat. 2021. halshs-03487905

HAL Id: halshs-03487905

<https://shs.hal.science/halshs-03487905v1>

Submitted on 13 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Enjeux et résultats de la COP 26 sur le climat. OSUR. 2021.

<https://osur.univ-rennes.fr/actualites/enjeux-et-resultats-de-la-cop26-sur-le-climat>

Marion Lemoine-Schonne

Très attendue du fait de son report d'un an en raison de la pandémie de COVID19, et de l'attention médiatique et politique croissante sur les changements climatiques, [la COP26 s'est tenue à Glasgow \(Ecosse\) du 31 octobre au 13 novembre 2021](#). La réunion rassemble à la fois la 26^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992, la 16^e réunion des Parties au Protocole de Kyoto de 1997 et la 3^e réunion des Parties à l'Accord de Paris (2015). Les enjeux logistiques liés aux conditions sanitaires tendues ont beaucoup accaparé l'administration de la CCNUCC en amont et limité l'accès de nombreuses délégations et des observateurs, qui ont suivi les réunions en ligne.

Contrairement à ce que certains médias annoncent à l'occasion des COP, celle-ci n'était pas "la COP de la dernière chance". Elle portait néanmoins un double enjeu : préciser les règles opérationnelles de mise en œuvre de l'Accord de Paris adopté en 2015 ("*Paris Rulebook*") et rehausser l'ambition des politiques climatiques nationales, que les Etats promettent de respecter dans le cadre onusien.

Sur le plan politique, la COP est une session de négociation entre États, mais elle réunit en même temps un grand nombre d'acteurs (30 000 personnes) qui saisissent cette opportunité de tribune pour faire valoir leurs engagements. La COP26 est particulièrement riche de ces annonces par des coalitions multiples : coalition de promesses de sortie des énergies fossiles, coalition sur la réduction du méthane (-30% en 2030), coalition sur la déforestation (une réplique des annonces de 2014), et bien d'autres.

Ces initiatives multilatérales prises par une poignée d'Etats font-elles vraiment avancer l'action en faveur du climat ou desservent-elles la dynamique de négociation des règles à l'échelle universelle ? La présidence de Boris Johnson - Premier ministre britannique, qui annonçait ses objectifs de « [coal, cash, car and trees](#) » - a chapeauté, de manière très pragmatique, à la fois le processus multilatéral de négociation qui a abouti au Pacte d'urgence de Glasgow demandé par les pays les plus vulnérables, et les efforts politiques comme la sortie du charbon qui ont bénéficié de larges effets d'annonce.

L'ambition de réduction des émissions est réaffirmée autour de l'objectif de ne pas dépasser une hausse de 1.5°C par rapport à l'ère pré-industrielle, plutôt que 2°C, avec des injonctions très fortes pour les pays à soumettre avec un an d'avance, en 2023, leur stratégies de réduction de long terme, leur plan de concrétisation des objectifs de neutralité carbone à travers leur Contribution déterminée au niveau national. Le cumul de ces promesses nous met à mi-chemin des efforts attendus, avec une augmentation de +2.7°C (contre +3°C avec le cumul des engagements pris à la COP de Paris), même si un écart important demeure entre les engagements de court terme et les politiques mises en œuvre pour les atteindre.

Un manque de confiance entre Nord et Sud s'est fait sentir sur les questions de finance. L'accélération sur les promesses de financement face au retard accumulé sur les planchers de

financement promis en 2015 (lever 100 milliards de dollars par an à partir de 2020), creuse un déséquilibre important.

« Décroître ou sortir du charbon » : sous la pression de la Chine et de l'Inde c'est finalement le terme le moins ambitieux qui est retenu dans la décision finale.

Le fil rouge post Glasgow repose désormais sur l'exigence de crédibilité des promesses qui y ont été formulées, pour que le « [greenwashing ne devienne pas le nouveau déni climatique](#) », selon la formule de Laurence Tubiana, directrice exécutive de la Fondation européenne pour le climat, qui met en garde contre les annonces pas assez concrètes et trop lointaines faites à la COP26... et qui restent en outre difficiles à vérifier. C'est tout l'enjeu de la mise en oeuvre du mécanisme de transparence prévu dans l'Accord de Paris.

Prochain rendez-vous : la COP27, qui se tiendra en 2022 dans la cité balnéaire de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge, en Égypte.

Contacts

[Marion Lemoine-Schonne](#)

CNRS, IODE

marion.lemoine@univ-rennes1.fr



[Alain-Hervé Le Gall](#)

CNRS, UAR OSUR, multiCOM

ahlegall@univ-rennes1.fr